

LA RÉVOLUTION OBLIGÉE

La transformation écologique n'a pas commencé.

Malgré les innovations technologiques, les changements d'habitudes, les promesses des entreprises, les plans étatiques ou encore les COP, le monde, en 2023, n'a jamais autant consommé d'énergie fossile.

Pourquoi tant de discours pour si peu de résultats ? N'y a-t-il rien de concret derrière ce verdissement qu'une majorité d'organisations et de citoyens appellent de leurs vœux ?

La Chine et les États-Unis ont déjà amorcé un tournant industriel spectaculaire. Ils s'imposent en champions de l'économie verte et organisent notre dépendance.

La France et l'Europe, elles, multiplient les ambitions et normes environnementales qui provoquent un retour de bâton populiste et anti-écologique. Nous cherchons encore comment transformer nos façons de produire, de consommer, d'habiter, de nous déplacer, de nous alimenter. Sans faire monter les colères. Tout en réaffirmant notre puissance industrielle et politique.

Nous avons moins de trente ans pour accomplir notre transformation écologique. Ce livre donne le mode d'emploi pour y parvenir.

DAVID DJAÏZ
XAVIER DESJARDINS

RÉVOLUTION OBLIGÉE

DAVID DJAÏZ
XAVIER DESJARDINS

LA RÉVOLUTION OBLIGÉE

Réussir la transformation écologique
sans dépendre de la Chine et des États-Unis

David Djaïz est enseignant à Sciences Po et co-président de l'agence de conseil Bona fide. Il est l'auteur, chez Allary Éditions, de deux essais remarquables : Slow Démocratie (2019) et Le Nouveau Modèle français (2021).

Xavier Desjardins est professeur en urbanisme à Sorbonne Université et consultant au sein de la coopérative Acadie. Géographe, il est spécialiste de l'aménagement du territoire et de ses enjeux écologiques.

21,90 €



AE

NOUS SOMMES CONDAMNÉS AU SUCCÈS

Allary Éditions

Les articles qui en parlent :

« La révolution obligée. Réussir la transformation écologique sans dépendre de la Chine et des Etats-Unis », Christian Chavagneux pour *Alternatives Économiques*, 23/03/2024 : [La révolution obligée | Alternatives Economiques \(alternatives-economiques.fr\)](https://alternatives-economiques.fr/la-revolution-obligee/)

LA RÉVOLUTION OBLIGÉE
Réussir la transformation écologique sans dépendre de la Chine et des Etats-Unis
par David Djaiz et Xavier Desjardins
Allary Editions, 2024, 297 p., 21,90 €.

Encore un livre sur la transition énergétique ?
Oui, encore, mais avec un texte pédagogique et à l'argumentation structurée. Les auteurs commencent par rappeler que la transition est difficile, conflictuelle et qu'elle n'a pas vraiment commencé. La suite montre comment, dans des registres différents, la Chine et les Etats-Unis avancent vite. L'Europe ? Elle est riche de grandes ambitions, sur le papier, mais pauvre de financements. Qui plus est, une sorte de populisme profossile semble gagner du terrain.

Comment s'en sortir ? Comme après la Seconde Guerre mondiale, on peut acheter les biens d'équipements écologiques aux Américains. Mais mieux vaudrait les produire nous-mêmes. Ce qui réclame une politique industrielle : innovation, subventions et un pass climat pour aider les plus pauvres, financé par la taxation des hauts patrimoines (mais ce sera insuffisant comme ressource). Victimes d'une image datée du Plan, les auteurs se compliquent la vie alors que leur souhait d'une coordination public-privé-national-territorial se trouvait dans les commissions du Plan des années 1970-1980. Un livre intéressant qui aide à réfléchir.

Ch. Ch.

« 'La Révolution obligée' : pour une transition écologiquement soutenable », Stéphane Lauer pour *Le Monde*, 27/02/2024 : [« La Révolution obligée » : pour une transition écologiquement soutenable \(lemonde.fr\)](https://lemonde.fr/la-revolution-obligee-pour-une-transition-ecologiquement-soutenable/)

POUR UNE TRANSITION HARMONIEUSE

DAVID DJAIZ
XAVIER DESJARDINS

LA RÉVOLUTION OBLIGÉE

NOUS SOMMES
CONDAMNÉS AU SUCCÈS

LA RÉVOLUTION OBLIGÉE
de David Djaiz
et Xavier Desjardins,
Allary,
304 p., 21,90 €

LIVRE

Au moment où la transformation écologique en Europe nourrit le doute et la montée des contestations, il n'a jamais été aussi utile d'avoir les idées claires sur le chemin à emprunter pour surmonter le défi climatique. *La Révolution obligée*, de David Djaiz et Xavier Desjardins (Allary, 304 pages, 21,90 euros), tente d'esquisser des pistes pour faire muter nos sociétés vers des systèmes écologiquement soutenables.

Le principal mérite de l'ouvrage consiste à éclairer le débat sans esquiver les contraintes sociales, économiques et géopolitiques, qui sont autant d'obstacles pour réaliser cette transformation de façon harmonieuse. « *L'alternative n'est pas entre le mouvement et l'immobilisme*, écrivent les auteurs. *Elle est entre une révolution écologique obligée mais maîtrisée, gouvernée démocratiquement de bout en bout, ou bien, au contraire, des bouleversements planétaires incontrôlables, désordonnés, aux effets potentiellement*

bien plus dévastateurs, y compris sur le bien-être individuel. » Reste à savoir comment mener cette « *révolution obligée* » dans le temps qui nous est imparti, c'est-à-dire la trentaine d'années qui nous reste avant que le point de non-retour ne soit atteint.

Modèles chinois et américain

Pendant que l'Europe s'enferme dans une réglementation environnementale qui attise le rejet populiste et antiécologique, il n'est pas inutile de regarder comment les autres abordent ce défi.

La « *civilisation écologique* » à la chinoise cherche à faire de la transformation un levier de consolidation de son modèle autoritaire et de son affirmation dans le concert des nations. La « *réindustrialisation verte* » aux Etats-Unis, elle, se présente comme une réponse à la « *polycrise* », géopolitique, économique, sociale et démocratique, à laquelle est aux prises l'Amérique.

Dans un cas comme dans l'autre, « *la question climatique est incorporée à l'imaginaire national, au contrat social, à l'économie politi-*

que et aux relations internationales », résumant les auteurs. La démarche n'offre aucune garantie de succès, et les impasses sur des pans entiers de la transition écologique sont nombreuses. Mais les deux modèles ont su créer une dynamique capable de coordonner les instruments d'action publique tout en proposant un récit à leurs populations respectives.

Face à ces deux révolutions, l'Europe doit trouver sa propre réponse. Entre le renoncement prôné par les démagogues et les politiques actuelles qui peinent à tracer des perspectives viables, le livre esquisse une troisième voie sous la forme de l'élaboration d'un nouveau contrat social. Celui-ci reposerait sur trois piliers : un nouvel imaginaire de la solidarité étendu à la nature ; un nouveau pacte de production et de consommation conjuguant choc industriel et accompagnement des plus modestes ; un nouveau mode de gouvernance doté d'une boussole écologique. Une lecture stimulante, à moins de quatre mois des européennes. ■

STÉPHANE LAUER

« Après la révolte des agriculteurs et la crise des «gilets jaunes», comment repenser la transition écologique ? », Martin Bernier pour *Le Figaro*, 12/02/2024 : [Après la révolte des agriculteurs et la crise des «gilets jaunes», comment repenser la transition écologique? \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr/actualites-france/apres-la-revolte-des-agriculteurs-et-la-crise-des-gilets-jaunes-comment-repenser-la-transition-ecologique-20240212)

« Le défi écologique, défi européen », Julien Damon pour *Les Échos*, 05/02/2024 : [Le défi écologique, défi européen | Les Echos](https://www.lesechos.fr/actualites/europe/le-defi-ecologique-defi-europeen)



« La Chine serait-elle devenue exemplaire en matière d'environnement ? », Régis Soubrouillard pour *Challenges*, 02/02/2024 : [La Chine serait-elle devenue exemplaire en matière d'environnement ? - Challenges](#)

David Djaïz et Xavier Desjardins

La révolution verte aura bien lieu

Un essayiste et un géographe dressent un constat froid et documenté du retard pris dans la transformation écologique. Et proposent des pistes pour agir. Extraits (p. 205-207).

Les normes auxquelles sont soumis les agriculteurs ne s'appliquent pas à ceux qui achètent leurs produits ou leur vendent des intrants. Ainsi, un industriel peut refuser d'acheter les céréales d'un agriculteur qui a opté pour une semence paysanne traditionnelle moins gourmande en eau, comme le vieux sorgho, au motif qu'il y a trop d'inconnues sur le volume de production ou la texture de la céréale, et donc un risque pour son modèle agro-industriel. De la même manière, une agriculture utilisant des semences traditionnelles peut se trouver en difficulté pour acquérir des produits phytosanitaires permettant de traiter ses cultures. Cette relation asymétrique entre les agriculteurs et leurs fournisseurs ou leurs clients crée une situation de dépendance aussi bien financière que normative et culturelle.

La transformation de l'agriculture suppose également de poser à nouveaux frais la question de la valeur. Il est impensable d'embarquer les producteurs dans une mutation systémique de leurs pratiques s'ils ont le sentiment que les pertes économiques seront supérieures aux gains qu'ils peuvent espérer. C'est pourquoi la transformation agroécologique ne pourra être réussie qu'à l'issue d'un fastidieux exercice de négociation sur le partage de la valeur agricole et alimentaire. Pour mieux rémunérer les producteurs et surtout financer les investissements nécessaires au changement de modèle, il faudra puiser dans plusieurs poches. Tout d'abord, les consommateurs. La part du budget des ménages consacrée à l'alimentation est passée de 29% en 1960 à 17% en 2019, selon l'Insee. Ne faudrait-il pas accepter de payer un peu plus cher pour des produits alimentaires de qualité



« La relation asymétrique entre les agriculteurs et leurs fournisseurs ou leurs clients crée une situation de dépendance aussi bien financière que normative et culturelle. »

et de proximité, issus d'une agriculture à haute teneur environnementale ? Cela suppose au moins deux arbitrages : faire accepter aux ménages de dépenser moins pour d'autres postes budgétaires comme l'habillement ou l'équipement électronique et accompagner les consommateurs les plus modestes.

Les agriculteurs, à l'ère de la transformation écologique, doivent également être rémunérés pour les services qu'ils rendent : de plus en plus

ils deviennent des producteurs d'énergie (photovoltaïque, biométhane...), des stockeurs de carbone surtout s'ils se soucient de la régénération de leurs sols, ainsi que des pourvoyeurs de services écosystémiques, lorsqu'ils replantent des haies ou restaurent des zones humides. Ces différents services à la transformation écologique doivent être rémunérés à leur juste prix dans le cadre de mécanismes de marché ou de subventions publiques. Aujourd'hui, nous manquons cruellement de cadres de rémunération transparents et lisibles ainsi que de données certifiées permettant d'évaluer la réalité des contributions.

Le risque est élevé que la relative anarchie dans laquelle nous nous trouvons profite aux grands industriels de l'énergie qui négocient déjà des contrats léonins avec les petits producteurs ou bien aux grandes exploitations qui voient dans la transformation écologique une opportunité économique pour écraser la concurrence. Ce n'est rien de moins qu'un nouveau contrat agricole qui doit au contraire s'inventer dans le cadre d'une négociation et d'une contractualisation de filière associant tous les acteurs, de la graine à la fourchette.

Notre avis. Sorti juste avant le Salon de l'agriculture, cet ouvrage clair et dense arrive à point nommé. Il constate que malgré la révolte des agriculteurs, les efforts pour limiter le changement climatique restent encore à faire. « En 2022, 82 % de l'énergie consommée dans le monde était d'origine fossile. Cette proportion reste inchangée depuis quarante ans. » Réalistes, les deux auteurs, universitaires et connaisseurs

de la réalité économique et sociale, intègrent ce qu'ils nomment « le retour de bâton populiste et anti-écologique ». Ils décrivent bien la faiblesse des politiques à appliquer une transformation pourtant nécessaire et actent la fin prématurée du Pacte vert européen. Il serait tentant de se résigner car les normes écolos renforcent les populismes sans même améliorer l'environnement. Djaïz et Desjardins

proposent une méthode politique et des outils, tel le Pass Climat, qui permettraient aux citoyens de bénéficier d'aides pour s'équiper et se déplacer de manière plus verte grâce à un impôt sur les hauts patrimoines et un financement à l'échelle européenne. Tout un programme ! Electoral. **J.F.A.** **La Révolution obligée**, David Djaïz et Xavier Desjardins, Allary Editions, 304 pages, 21,90 euros.



TRANSITION OBLIGÉE

« Si l'Europe n'agit pas, la Chine et les Etats-Unis vont nous damer le pion »

Dans *La Révolution obligée* (Allary), David Djaïz et Xavier Desjardins proposent un plan d'action ambitieux pour la transition écologique en Europe.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAETITIA STRAUCH-BONART

De même que le gilet jaune français prétendait à la haute visibilité, l'agriculteur du Lot-et-Garonne ou de la Hesse vient nous rappeler, en bloquant les routes européennes avec son tracteur, que nous avons beau passer le plus clair de notre temps devant des écrans, nous dépendons tous d'une industrie aujourd'hui soumise à nombre d'injonctions contradictoires. Il ne faut pas y voir un phénomène isolé. Si l'on en croit David Djaïz et Xavier Desjardins, qui font paraître le 1^{er} février *La Révolution obligée* (Allary éditions), la politique écologique européenne se trouve dans son ensemble mal pensée, aboutissant inévitablement à la révolte puis à l'inaction.

Pour y remédier, l'essayiste remarqué pour ses ouvrages *Slow Démocratie* et *Le Nouveau Modèle français* (Allary éditions) et le professeur d'urbanisme et d'aménagement de l'espace à Sorbonne université proposent de penser la transition écologique comme un vaste projet social, industriel et même géopolitique.

Les deux auteurs, qui ont fourni un travail remarquable d'analyse et de formulation de propositions, se montrent sans doute un tantinet optimistes sur l'appétence de nos sociétés et des individus qui

les composent au sacrifice mutuel. Mais leur enthousiasme est contagieux. Ils espèrent que leur livre donnera des idées aux responsables politiques – et on l'espère avec eux, tant notre pays, et notre continent, ont besoin d'une écologie à la fois réfléchie et concrète.

Votre appel à une « révolution obligée » commence par la description d'un paradoxe : on parle d'autant plus d'écologie, aujourd'hui, qu'on agit peu.

David Djaïz L'économiste Robert Solow avait souligné ce paradoxe selon lequel l'ordinateur était partout, sauf dans les statistiques de la productivité. On pourrait parler, de même, d'un paradoxe de l'action écologique : l'écologie est désormais partout, sauf dans les statistiques de la décarbonation. Nous sommes drogués aux énergies fossiles. Cela révèle que l'écologie est d'abord un problème d'action.

Comme l'énergie est le sang des sociétés, si l'on veut mener cette action, il nous faut engager une révolution énergétique, et partant une révolution industrielle puisque les deux sont liées. La première révolution industrielle a eu lieu parce que le charbon a fait son entrée en force dans l'équation énergétique. Tant que nous n'aurons pas le courage de poser ainsi le problème, nous continuerons à préférer

le discours aux actes, la morale à la politique.

Xavier Desjardins C'est tout le paradoxe de l'Europe. Du point de vue des ambitions écologiques, l'Union européenne est nettement en pointe. Le pacte vert pour l'Europe lancé à partir de 2019 trace le chemin le plus exigeant en matière de lutte contre le dérèglement climatique, puisqu'il propose de diminuer de 55 % les émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990. Il est tout aussi ambitieux quant à la qualité de l'eau, des sols ou encore de l'air en ville.

Mais cette ambition se heurte à des oppositions sociales extrêmement fortes. La transition écologique est vécue comme une attaque à l'encontre des classes moyennes, déjà fragilisées par la globalisation financière des années 1990-2010. Elle apparaît comme une menace pour l'emploi dans de très nombreux secteurs : l'agriculture, l'automobile, le commerce, le tourisme. Par ailleurs, les classes moyennes se sentent menacées dans différents aspects de leur mode de vie : la voiture, la maison individuelle, et même le barbecue !

De notre côté, nous voulons montrer par ce livre qu'il est souhaitable et même possible de réconcilier les classes moyennes avec l'ambition écologique, et que l'action climatique provoquera certes des pertes et des gains pour chacun, mais que finalement le bilan sera positif.

Le mouvement de contestation mené par des agriculteurs français et européens ne suggère-t-il pas que cette attaque est réelle et non seulement ressentie ?

X.D. Le cas des agriculteurs est typique des difficultés de la transition. Ceux-ci se rebiffent car ils se voient imposer de nouvelles normes qui accroissent leur travail et donc leurs coûts de production, ce qui déséquilibre le modèle économique d'une profession certes très diverse, mais dont une partie des membres vit déjà mal, et davantage encore depuis la guerre en Ukraine et l'inflation des prix de l'énergie qui en a résulté.

Dans ce contexte, changer de modèle d'agriculture ne revient pas seulement à faire évoluer les pratiques des agriculteurs, c'est modifier la chaîne de valeur globale, des multinationales qui leur vendent les

intrants à la grande distribution en passant par les banques et les industries agroalimentaires. Pour l'instant, on ne considère qu'un seul maillon de la chaîne, le plus faible, lequel se retrouve à supporter presque toutes les contraintes.

Que faut-il faire alors ?

D. D. L'agriculture de demain nécessite un nouveau partage de la valeur dans lequel les consommateurs accepteront de payer un peu plus cher une alimentation de meilleure qualité. Il faudra aussi apprendre à négocier autrement, au niveau local, en prenant appui sur les collectivités locales. Des défis similaires vont se poser au secteur automobile, puisque l'interdiction de vendre des véhicules thermiques neufs a été fixée unilatéralement à 2035. Des territoires entiers, comme la vallée de l'Arve en Haute-Savoie, où 11 000 emplois directs dans le décolletage dépendent de l'industrie automobile thermique, vont devoir s'adapter rapidement.

L'expérience récente des gilets jaunes ne semble pas avoir servi de leçon à nos gouvernements...

D. D. Si nos démocraties ne changent pas de méthode, nous risquons de perdre sur tous les tableaux : ils vont faire face à des vagues de contestation de plus en plus fortes, le populisme y trouvera un nouveau carburant, la Chine et les Etats-Unis vont nous damer le pion en matière d'innovation et de production technologique « verte », et nous n'aurons pas réussi la transition.

C'est toute la différence avec la méthode américaine. Principalement lancée par Joe Biden, elle vise un triple résultat : redonner du pouvoir d'achat, de la fierté et des ambitions aux classes moyennes, retrouver de la puissance par rapport à la Chine et, évidemment, répondre aux objectifs écologiques. Cette politique est simple : elle consiste à concevoir et fabriquer des produits verts en faisant muter l'appareil productif plutôt que d'édicter des normes de consommation vertes. Elle s'est principalement traduite par l'Inflation Reduction Act de 2022 qui prévoit la subvention massive de la production d'énergie renouvelable et de l'électrification du parc automobile. Ces subventions sont conditionnées à l'existence d'une part majeure de production effectuée aux Etats-Unis.

Dans votre livre, vous analysez aussi le modèle écologique chinois. La Chine n'est-elle pas surtout un pollueur de premier plan ?

X. D. La Chine n'est effectivement pas un paradis vert ! On y autorise la construction de deux centrales à charbon par semaine, et la pollution des rivières et de l'air dans les grandes agglomérations est effrayante. En revanche, elle possède une stratégie d'industrie verte extrêmement claire, car elle a compris l'importance de cet enjeu, à tel point que Xi emploie le terme de « civilisation écologique ». Sa priorité est de se donner les moyens de devenir l'atelier écologique du monde, ce qu'elle a amorcé au tournant de la crise de 2008 en prenant le leadership mondial de la production du photovoltaïque. Elle se prépare la même position de domination via la voiture électrique et les chaînes

d'approvisionnement des matériaux indispensables à la transition énergétique, comme le lithium et le cobalt, qu'elle se procure dans des mines achetées en Argentine, en Bolivie ou en République démocratique du Congo.

L'Etat chinois, qui a connu ces dernières années un durcissement totalitaire, voit au passage dans l'écologie un nouveau moyen de contrôle de la population, des entreprises et des territoires, à travers le « crédit environnemental », qui s'ajoute au « crédit social ».

D. D. Alors que l'Europe a été affaiblie par la mondialisation libérale, la Chine, elle, s'est renforcée, puisqu'elle a permis à 600 millions de personnes de s'extraire de la pauvreté ! Ne répétons pas la même erreur. L'Europe doit apprendre à raisonner comme la Chine : comment faire de la transformation écologique une



Le ras-le-bol agricole a gagné toute la France (ici, à Nantes, le 25 janvier).

L. VENANCE/AFP



D. GRENON/ÉDITIONS ALLARY

David Djaïz (à g.) et Xavier Desjardins proposent la création d'un passe climat qui permettrait « un soutien effectif aux classes moyennes et populaires ».

► opportunité de renforcer son modèle plutôt qu'un vecteur d'affaiblissement ?

Que proposez-vous pour éviter ce drame ?

X. D. Les valeurs qui rassemblent les Européens depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et même auparavant – le principe de solidarité collective, le respect de la diversité des territoires et des modes de vie, la liberté de créer et d'entreprendre – nous semblent des atouts pour réaliser la transition écologique.

Nous proposons de matérialiser cette ambition par la création d'un « passe climat » accessible à tous les citoyens européens. Aujourd'hui, de nombreuses aides existent pour la transition écologique, comme le leasing social, le bonus écologique ou MaPrimeRénov'. Mais ces aides sont complexes, dépendent de nombreux guichets et sont versées avec retard : c'est le règne de la bureaucratie, ce qui ne rassure personne, bien au contraire. Le passe mettrait à disposition de chacun un montant en euros à définir, plus ou moins doté selon le revenu et éventuellement complété par les collectivités territoriales, ce qui permettrait à chacun d'acheter ce qu'il souhaite au rayon « climat » pour rénover son logement ou changer de moyen de transport.

D. D. Cette méthode nous semble d'autant plus nécessaire que, dans les prochaines années, les ménages européens vont faire face à des dépenses d'investissement très importantes : le changement de leur système de chauffage – on voit les problèmes que cela pose aujourd'hui en Allemagne –, le passage de la voiture thermique à la voiture électrique ou à d'autres moyens de transport en fonction du lieu d'habitation, et la rénovation des logements. En tout, en moyenne, il faudra compter une dépense d'environ 70 000 euros par foyer, sans parler des risques d'escroquerie et de malfaçon dans la rénovation thermique.

Dans ce contexte, le passe climat permettra un soutien effectif aux classes moyennes et aux classes populaires, qui sont aujourd'hui effrayées par le coût considérable de la transition et la peur du déclassement qu'il implique. Il contribuera à rendre la transition écologique acceptable, et donc faisable, car il sera simple d'utilisation, à l'opposé de l'inflation bureaucratique habituelle : chaque citoyen possédera un compte personnel de transition, sur le modèle des applications pour smartphone qui centralisent l'ensemble des avantages des salariés comme les titres-restaurant, et il saura en temps réel où il en est de ses dépenses écologiques. Le passe permettra ainsi de

matérialiser et de renforcer le lien de solidarité entre les citoyens et l'UE. Et, conditionné à un effort conséquent fourni par les industriels européens pour produire dans une proportion significative les équipements écologiques sur le sol européen, il liera la transition à la réindustrialisation.

Qu'en est-il du financement ?

D. D. Il serait assuré par l'Union européenne, au moins pour sa partie « socle ». Nous proposons trois vecteurs de financement principaux : de l'endettement commun pérennisé sur le modèle de ce qui a été fait pendant la crise du Covid-19, les recettes des marchés des droits à polluer, et une taxe exceptionnelle et unique sur les patrimoines de plus de 10 millions d'euros prélevée en une fois et affectée à un choc d'investissement pour les ménages des classes moyennes et populaires, puisque les plus riches sont aussi ceux dont l'empreinte carbone est la plus élevée et dont le coût de transition sera proportionnellement le moins élevé. Ensuite, libre aux Etats, aux collectivités territoriales, aux branches professionnelles et aux entreprises de contribuer en plus au passe climat en fonction de leurs priorités, sensibilités et contraintes écologiques respectives.

Est-ce possible, compte tenu des marges budgétaires réduites des Etats européens, déjà très dépressifs ?

X. D. L'objectif n'est évidemment pas de laisser filer la dépense. Mais il ne faut pas oublier que la plupart des investissements nécessaires ne se produiront qu'une seule fois. Après l'acquisition d'une voiture électrique, on rentabilisera son investissement, puisque les factures d'électricité seront moins élevées que celles d'essence. Ensuite, ces dépenses stimuleront la production européenne et la croissance, donc le pouvoir d'achat des ménages. Mais, surtout, si l'on considère qu'il s'agit du défi du siècle, y consacrer 2 ou 3 % du PIB ne nous semble pas exagéré. ✨




La Révolution obligée. Réussir la transformation écologique sans dépendre des Etats-unis et de la Chine, par David Djaïz et Xavier Desjardins. Allary éditions, 304 p., 21,90 €. ✨

Les podcasts et les émissions à ce sujet :

« David Djaiz et Xavier Desjardins : La révolution obligée », Décllic, **TV5 Monde**, 07/02/2024 :

<https://www.tv5monde.com/tv/video/68964-decllic-decllic-ep019-best-of-semaine-07-09-02-2024>



Décllic

07.02.2024
DÉCLIC
BEST OF Les blessures psychologiques encore taboues dans le monde du sport

Décllic

Magazine | 49 mn

Disponible en replay

Du 12/02/2024 au 08/09/2025

Pour décoder la Belgique et le monde, analyser, débattre pour mieux comprendre l'actualité, Julie Morelle et Arnaud Ruysen proposent une mécanique de l'information, constructive et détendue, en compagnie de chroniqueurs et d'invités.

Présentation : Julie Morelle, Arnaud Ruysen.

Au sommaire : « La Révolution obligée » ou comment passer à la transition énergétique sans braquer les citoyens ; les Wallons n'ont plus confiance dans la politique ; pourquoi fait-on moins l'amour ? Les blessures psychologiques encore taboues dans le monde du sport.

Invités : David Djaiz, essayiste et enseignant ; Xavier Desjardins, géographe et professeur ; Charline Van Snick, judokate.

Présentation : Julie Morelle.

« David Djaïz et Xavier Desjardins : La révolution obligée », LE Fin Mot, **rtbf**, 08/02/2024 : <https://auvio.rtb.be/media/le-fin-mot-le-fin-mot-3154705>

La Première - Info

LE Fin Mot

David Djaïz et Xavier Desjardins : La révolution obligée

23 min | Publié le 08/02/24 | Disponible jusqu'au 07/02/2025

 **Ecouter**  **Tous les épisodes**  **Ajouter à mon Auvio**  **Partager**

Où en est-on aujourd'hui dans la révolution verte, le fameux Green Deal, et les évolutions nécessaires. Serions-nous condamnés au succès ? C'est la question que se posent David Djaïz et Xavier Desjardins, professeurs en Université à Paris. Ils cosignent tous les deux "La révolution obligée", chez Allary Editions

« La révolution obligée: pour une transformation écologique concertée et solidaire », **Laicite**, 10/02/2024 : <https://www.laicite.be/emission/la-revolution-obligee-pour-une-transformation-ecologique-concertee-et-solidaire/>

Émission radio

10
FÉV
2024

La révolution obligée: pour une transformation écologique concertée et solidaire

▶ 0:00 / 29:29   

« La social-démocratie peut-elle renaitre en sociale écologie ? », En quête de politique, **France Inter**, 09/03/2024 : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/en-quete-de-politique/en-quete-de-politique-du-samedi-09-mars-2024-7035660>

A photograph showing a white electric car parked at an Elink charging station. The car is connected to the station via a charging cable. The station has a green logo and the word 'Elink' written vertically. The background shows a parking lot with other cars.

La social-démocratie peut-elle renaitre en sociale écologie ?
Samedi 9 mars 2024

▶ ÉCOUTER (49 MIN)

« Transition écologique : on sait que faire ; mais comment le faire ? », France Culture va plus loin le samedi, **France Culture**, 16/03/2024 : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/france-culture-va-plus-loin-le-samedi/transition-ecologique-on-sait-que-faire-mais-comment-le-faire-3788282>

A wide-angle photograph of a large-scale industrial or mining site. The landscape is heavily excavated and filled with earth and rock. A large body of water is visible in the foreground, surrounded by the industrial structures. The background shows a line of trees under a cloudy sky.

Transition écologique : on sait que faire ; mais comment le faire ?
Samedi 16 mars 2024

▶ ÉCOUTER (41 MIN)